

L'Europe, bouc émissaire

Zaki Laïdi, politologue, creuse dans la tradition et l'histoire politique de la France pour y trouver les raisons du doute qui s'est emparé d'elle au moment de ratifier le Traité constitutionnel



Si les Français votent de justesse pour le oui au référendum constitutionnel, cela ne voudra pas dire que le débat sur l'Europe aura été tranché. Cela signifiera qu'ils auront eu peur de se trouver isolés en Europe, eux qui pensent toujours être à l'avant-garde de l'Europe. S'ils votent non, les choses seront plus compliquées mais pas catastrophiques. L'Europe y survivra car ce Traité constitutionnel n'introduit aucune innovation majeure dans la construction européenne. Il isolera la France, l'empêchera pendant un temps de prendre l'initiative mais n'arrêtera pas la marche lente, chaotique et contradictoire de l'Europe. D'autant moins que si les Néerlandais disent non aussi trois jours plus tard, on ne pourra pas parler d'exception française. La conséquence la plus tragique du non ne sera pas la mort de l'Europe, mais la montée en France de tout un refoulé nationalo-souverainiste archaïque que Maastricht avait enfoui et non détruit.

Les Français peuvent dire non à cette Constitution pour au moins quatre raisons. La plus fondamentale tient à la perversion politique que représente un référendum dans un pays qui a historiquement une très forte tradition plébiscitaire. Déjà sous Napoléon III, et surtout avec le général de Gaulle, le référendum a été une arme politique utilisée par les dirigeants français pour relégitimer leur pouvoir. Il est difficile de penser que Jacques Chirac soit une exception alors que sa position politique intérieure est très difficile. Son gouvernement accumule les échecs et sa rivalité avec Nicolas Sarkozy est au cœur de

ses préoccupations. Cela étant, il était normal qu'un traité présenté comme une «constitution» soit soumis à l'approbation du peuple. Et sur ce point, toute l'élite politique française était d'accord pour organiser un référendum.

Le problème vient du fait que les Français, comme les autres Européens, ne s'intéressent pas à la Constitution et aux institutions européennes. La seule chose qui compte pour eux, c'est la manière dont la politique européenne influencera leur vie quotidienne, leur situation personnelle ou celle de leurs enfants. Naturellement, on pourra leur dire que l'extension du vote à la majorité qualifiée peut avoir une influence indirecte sur leur vie. Mais cela reste abstrait. Si, au moment du vote, les Français ont l'impression que leur situation personnelle est bonne, ils pourront voter pour l'Europe. Si elle leur paraît mauvaise, ils voteront négativement. Or aujourd'hui, cette perception est globalement négative car la situation économique et sociale de la France est assez sombre: sa croissance est très faible, son chômage est élevé et, à tort ou à raison, ils voient dans l'Europe le cheval de Troie de la mondialisation qui ne peut ni empêcher les délocalisations ni freiner les importations chinoises. Que la réalité soit plus complexe ne change rien à l'affaire: plus les hommes politiques disent aux citoyens que les choses sont complexes, plus ceux-ci réagissent en émettant des réponses simples. Or le référendum est l'instrument par excellence qui permet de répondre de manière simple à des problèmes complexes.

Contrairement aux Pays-Bas, la France est un pays à consensus social faible qui tient à l'importance historique du rôle de l'Etat et où, globalement, les réformes libérales sont très mal vues. Chaque fois que la classe politique veut en faire passer, elle a tendance à dire

qu'elles sont imposées par l'Europe, comme si elle n'avait pas assez de courage et de légitimité pour les assumer. Aux Pays-Bas, les modalités d'un dialogue social modernisé ont été définies en 1982. En France, le tournant libéral a été pris en 1983. Mais, à la différence des Pays-Bas, on a justifié ce tournant par la contrainte européenne. De surcroît, on a inventé le terme magique de «parenthèse»: on a dit aux Français que ces réformes étaient imposées de l'extérieur et qu'elles étaient provisoires. Mais ce provisoire dure toujours. Du coup, l'Europe apparaît aux Français comme un corps étranger qui joue le rôle du FMI dans les pays en développement. L'Europe, en France, c'est le gendarme étranger qui vous force à faire ce que vous ne voulez pas ou ne pouvez pas faire tout seul. C'est donc toujours à lui qu'on ramène les problèmes de la France. Il y a

Les Français sont hostiles à l'idée du compromis. Or qu'est-ce que l'Europe, sinon un système fondé sur le compromis?

peine un an, le premier ministre Raffarin justifiait l'importance du déficit en des termes très français destinés à flatter l'orgueil de ses concitoyens. Il leur disait qu'il dirigeait les affaires de la France et qu'il n'avait pas à obéir à l'administration de Bruxelles. Aujourd'hui, il flatte l'Europe pour faire gagner le oui.

La troisième raison de l'euroscpticisme français est à rechercher dans la très forte tradition étatiste, jacobine et nationale qui n'arrive pas à trouver son équilibre au sein de l'Europe. Les Français ont une culture politique hostile à

l'idée du compromis. Or qu'est-ce que l'Europe, sinon un système politique fondé sur le compromis avec d'autres cultures? On l'a vu pendant la guerre en Irak: Jacques Chirac ne supportait pas que certains pays européens pensent différemment de lui. Quand les partisans du oui disent que cette Constitution est un texte de compromis, les adversaires du non y voient une raison supplémentaire de s'y opposer car compromis signifie compromission. La France n'a jamais eu de culture sociale-démocrate comme les Pays-Bas ou l'Allemagne. Ce qui prévaut, c'est soit l'unanimité derrière le chef, soit le conflit idéologique, qui continue encore à fasciner, le tout accompagné d'une tradition nationaliste très forte à l'extrême droite et à l'extrême gauche. Les altermondialistes français sont à la pointe du combat contre l'Europe, ce qui confirme bien que ce mouvement est en France un mouvement d'essence souverainiste malgré tout le discours qu'il tient. Simplement en France le nationalisme de gauche s'est toujours paré des atours de l'anti-impérialisme. Le PS français qui, par faiblesse, a toujours fait les yeux doux aux altermondialistes découvre la vraie nature d'ATTAC aujourd'hui: un mouvement noyauté par les communistes et les trotskistes.

Le débat sur le référendum français montre la peine de la société française à trouver une nouvelle identité dans la globalisation. Tant que les Français n'auront pas le sentiment que l'Europe est là pour les protéger de la mondialisation et non pour accélérer son développement chez eux, ils craindront l'Europe. Mais parce que la société française est, comme toutes les sociétés européennes, une société complexe et divisée, le pire n'est jamais sûr. C'est pourquoi elle pourra dire oui à l'Europe, même si ce oui ne réglera rien à ses problèmes essentiels.